

ACTUALITÉS

# Biologistes: le statut de professionnel refusé pour une question de salaire

L'Office des professions du Québec aurait refusé d'octroyer le statut de professionnel aux biologistes et microbiologistes sur l'avis du Conseil du trésor

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

L'Office des professions du Québec (OPQ) s'est montré plus «sensible» aux doléances du Conseil du trésor qu'à la sécurité environnementale du Québec et du public quand il a refusé en mars 2009 d'accorder le statut de professionnel aux biologistes et microbiologistes du Québec.

C'est ce qui ressort de plusieurs documents inédits, obtenus par *Le Devoir*, dont une lettre datant du 13 février 2007 adressée au président de l'OPQ, Gaëtan Lemoyne, par Normand Légaré, de la direction de la classification des emplois au Conseil du trésor.

Ce dernier soulignait que les modifications éventuellement suscitées par l'octroi du statut de professionnel aux biologistes au sein du gouvernement «pourraient avoir des répercussions sur, notamment, la classification des emplois et l'organisation du travail au sein des ministères et des organismes composant la fonction publique». En clair, il faudra les reclasser fi-

nancièrement à la hausse comme professionnels, explique la source du *Devoir* au Trésor.

Trois semaines plus tard, le président de l'OPQ répondait à son interlocuteur en lui confirmant que «l'Office est sensible à cette préoccupation: c'est pourquoi j'avais entrepris une démarche auprès de M. Gilles Chartrand pour qu'on puisse informer le Conseil du trésor de l'état d'avancement de nos travaux». Et le président de l'OPQ lui révèle que les biologistes et microbiologistes ont déjà l'appui «des autorités d'au moins deux ministères importants».

**Le Conseil du trésor avait averti l'OPQ des conséquences financières de l'octroi du statut de professionnel**

Le *Devoir* a réussi à obtenir le document d'appui de l'un de ces deux ministères, soit celui du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), lequel a appuyé les démarches de l'Association des biologistes du Québec (ABQ). Mais dans la lettre que l'ABQ a obtenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'in-

formation, un paragraphe a été biffé. La version originale, obtenue par *Le Devoir*, démontre que le MDDEP a caché un argument-clé de l'OPQ pour refuser la demande des biologistes.

«Vous affirmez, écrivait le sous-ministre du MDDEP, Madeleine Paulin, que la protection du public est garantie du fait que les biologistes et microbiologistes travaillent généralement avec d'autres professionnels, tels les ingénieurs, les agronomes ou les médecins et que ces derniers sont tenus de veiller à la qualité des services rendus au public.»

Mais, réplique la sous-ministre du MDDEP, «dans notre pratique, nous observons régulièrement que les autres professionnels, bien que très compétents dans leur domaine respectif, n'ont pas la formation spécifique pour poser des actes professionnels d'identification, d'analyse, de contrôle et d'évaluation relative-

ment aux micro-organismes, aux organismes vivants, aux populations et aux écosystèmes. Il est donc nécessaire de pouvoir compter sur des biologistes et des microbiologistes dont la compétence est reconnue» et contrôlée par un ordre professionnel.

Le sous-ministre Paulin donne comme exemple le pseudoscandale des piscines de la Ville de Montréal qui aurait pu être dégonflé l'été précédent si de véritables professionnels avaient pu établir un diagnostic en béton.

Malgré les trois pages de motifs invoqués par le MDDEP en appui aux biologistes, le président de l'OPQ — qui avait lui-même signalé au Trésor que deux ministères importants les appuyaient, refusait en mars 2009 la demande des biologistes en déclarant que «nous n'avons repéré aucune indication significative permettant de considérer que la situation est présentement problématique du point de vue de la protection du public et qu'il importerait sans tarder d'y remédier».

*Le Devoir*

MARÉE NOIRE

# Barack Obama se demande «à quoi botter le derrière»

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le président des États-Unis, Barack Obama, se demande «à quoi botter le derrière» devant l'ampleur de la marée noire dans le golfe du Mexique, accentuant encore la pression sur BP.

Dans une entrevue diffusée hier, Barack Obama a rejeté avec fermeté les critiques, rappelant qu'il s'était rendu sur les lieux de la marée noire avant même que «la plupart de ces beaux parleurs» ne prêtent attention à la catastrophe.

«Je ne réunis pas ces experts autour de moi dans le seul but de tenir un séminaire. Nous parvenons à ces gens parce qu'ils peuvent nous donner les meilleures réponses et me permettre de savoir à qui je dois botter le derrière [pour obtenir des résultats]», a-t-il affirmé.

Le chef de la Maison-Blanche n'a pas caché que si le directeur général de BP, Tony Hayward, avait été sous ses ordres, il n'aurait pas hésité à le limoger en raison de son incapacité à juguler la marée noire qui dure depuis maintenant plus de 50 jours.

tée par l'ad a été très selon un command Post et AB L'action clôturé Londres a du présid Elle a per sa valeur de position de sea Horri 20 avril. Le géan que le don en place avait perm barils (2,3 brut lundi lion de lit est fixé à Des imag continuen un sombr BP a fa recetten provenan raient à r flore de Mexique devrait l mière fo élus amé la catastr avec d